



# DU CERTIFICAT DROIT FISCAL



Structure de  
formation

Faculté de Droit  
et de Science  
politique

## Présentation

Certificat d'Études Spécialisées en Droit fiscal

## Objectifs

- Programme lourd de perfectionnement et spécialisation en la matière après un cursus Master Professionnel Droit des Affaires.
- Méthode pédagogique reposant principalement sur le traitement de cas pratiques, fait par des universitaires et professionnels du droit.

## Savoir-faire et compétences

Les enseignements sont assurés à 70% par des professionnels du Droit (juristes ou avocats).

## Organisation

## Contrôle des connaissances

- Examen oral avec une seule session.
- Préparation d'un cas pratique sur 1 heure et soutenance devant un jury composé d'un praticien et d'un universitaire durant 20 minutes.

L'obtention du diplôme suppose l'obtention d'une moyenne générale supérieure ou égale à 12/20 aux matières de cours.

## Admission

### Conditions d'admission

- Étudiants inscrits ou titulaires du Master 2ème année Juriste d'Affaires/DJCE
- Étudiants inscrits ou titulaires du Master 2ème année Droit du Commerce International

## Public cible

Les Étudiants des Masters Juristes d'Affaires/DJCE et Droit du Commerce International.

## Pré-requis obligatoires

Bon niveau en Droit fiscal

## Pré-requis recommandés

Droit des affaires – Droit fiscal





# Et après

## Insertion professionnelle

- Cabinet d'avocats, département Fiscal
- Direction des Affaires fiscales des grandes entreprises,  
Direction juridique

## Infos pratiques

### Contacts

#### Responsable pédagogique

Lise Chatain

📞 +33 4 34 43 30 22

✉️ lise.chatain@umontpellier.fr

#### Responsable pédagogique

Jacques Raynard

✉️ jacques.raynard@umontpellier.fr

#### Corinne Daigneau

📞 +33 4 34 43 30 11

✉️ corinne.daigneau@umontpellier.fr

### Lieu(x)

📍 Montpellier

### En savoir plus

[www.cde-montpellier.com](http://www.cde-montpellier.com)

↗ <http://www.cde-montpellier.com/>





# Programme

## Organisation

### Séminaire d'une journée (6 heures) :

- Evaluation de sociétés
- Cadre juridique et fiscal de la gestion du patrimoine
- Fusions et opérations assimilées
- L'abus de droit en matière fiscale
- L'intégration fiscale
- La réduction de capital
- La fiscalité des sociétés de personnes
- Les apports partiels d'actifs
- La dissolution de sociétés
- La fiscalité des LBO
- Le contrôle fiscal
- Le droit fiscal communautaire
- Arrêts de jurisprudence en matière communautaire
- Contentieux fiscal
- Fiscalité des donations
- Apport d'entreprise individuelle en société
- Fiscalité internationale
- TVA
- Fiscalité de la cession d'entreprise

